

MISE EN CONCURRENCE SIMPLIFIEE

Procédure adaptée comprise entre 25 000 et 39 999.99 € H.T.

En application de l'article R2112-1 du Code de la Commande Publique

Procédure de consultation d'opérateurs économiques, sur la base de devis
La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans la présente Lettre de consultation **valant Lettre de Consultation – Acte d'Engagement et Descriptif technique** (procédure interne A1)

N° : 25EMD028M

Par la présente, nous vous prions de bien vouloir nous transmettre votre meilleure offre pour :

OBJET/TITRE : Calorimètre à balayage DSC

Le candidat est invité à faire sa meilleure proposition financière en fonction du cahier des charges ci-joint.
Négociation : L'Acheteur Public se réserve la possibilité de négocier ou d'attribuer le marché sur les bases des offres initiales sans négociation.

REMISE DES OFFRES ET DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS

Le candidat est invité à retourner son offre :

- Soit sur le profil acheteur PLACE <https://www.marches-publics.gouv.fr> N° : 25EMD028M
L'utilisation du profil acheteur est vivement conseillé mais pas obligatoire.
- Soit par mail, uniquement à l'adresse suivante : daf-marchespublics@imt-nord-europe.fr
avant la date limite de remise des offres.

DATE LIMITE DE REPONSE : MERCREDI 18 JUIN 2025 à 12 h 00.

La réponse à la présente consultation vaut acceptation des conditions générales d'achat de l'IMT NORD EUROPE.

DELAI DE VALIDITE DES DEVIS : 90 jours

CRITERES D'ANALYSE DES OFFRES

Prix	40 %
Valeur technique	45 %
Politique en matière de développement durable ou insertion sociale	15 %

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage et au transport jusqu'aux lieux de livraison précisés dans le cahier des charges.

DOCUMENTS A NOUS RETOURNER

- ☒ L'offre de prix
- ☒ Une note méthodologique ou mémoire technique répondant aux exigences techniques
- ☒ L'attestation ci-jointe sur l'honneur certifiant ne pas être soumis à l'interdiction de répondre aux marchés
- ☒ Le présent document valant Acte d'engagement, dûment daté et signé par une personne habilitée à engager l'entreprise ou le groupement. Vous prendrez soin de compléter la rubrique identification du candidat + identité bancaire
- ☒ Un RIB
- ☒ Une plaquette/information ou autre relative à la politique en matière de développement durable ou insertion sociale

DISPOSITIONS APPLICABLES AU CANDIDAT RETENU AVANT LA NOTIFICATION DU MARCHÉ

Le candidat dont l'offre est retenue devra fournir obligatoirement :

- une attestation de vigilance de l'URSSAF de moins de 6 mois
- une attestation de régularité fiscale de moins de 6 mois

Dans un souci de simplification des échanges et de réduction du délai de traitement de la mise en concurrence, il est fortement recommandé aux candidats de fournir ou de disposer de l'ensemble de ces documents dès la remise de leur devis.

SIGNATURE

- la signature de l'offre est possible mais pas obligatoire au stade du dépôt de l'offre. Seul, le candidat informé que son offre est retenue est tenu de la signer. Le candidat peut avoir recours à un certificat de signature électronique qualifié conformément à l'arrêté du 22 mars 2019. Sinon, il aura obligation de fournir par courrier postal, l'original du document signé. Un scan de signature ou un document scanné n'a pas de valeur juridique.

PRESENTATION DES FACTURES

Les factures doivent être envoyées de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé Chorus Portail Pro de l'Etat à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le titulaire renseignera le n° SIRET correspondant pour IMT Nord Europe : 18009202500139

Pour information, le N° de code service pour déposer leur facture sur CHORUS est :
IMT_LD_FACTURES_SERVICE_FINANCIER.

Délais de paiement : virement administratif sous 30 jours à compter de la réception de la facture ou du service fait si postérieur à la réception de la facture.

CAHIER DES CHARGES TECHNIQUES

DESCRIPTION DU BESOIN

Ce marché vise à acquérir un calorimètre à balayage pour des besoins de caractérisation de matériaux et fluides caloporteurs dans une plage de température allant de -180°C à 600°C . Compte tenu de la possibilité d'utilisation de cet équipement pour la caractérisation de l'enthalpie de transformation de matériaux à changement de phase, l'appareil devra avoir les spécifications techniques minimales suivantes :

1. Plage de température couverte : -180°C à 600°C
2. Kit de calibration en température, sensibilité comprenant 6 substances couvrant toute la gamme de mesure
3. Kit d'au moins 4 disques de saphir pour la mesure de chaleur spécifique
4. Lot de creusets DSC aluminium (au moins 90) compatible avec une presse à sceller existante
5. 3 débitmètres massiques pour la gestion des gaz de balayage
6. Logiciel de pilotage
 - a. Evaluation automatique des courbes DSC
 - b. Bibliothèque de courbes DSC permettant l'identification des spectres DSC obtenus.
 - c. Possibilité de générer de nouvelles bibliothèques avec des composés du laboratoire
 - d. Détermination des valeurs de chaleur spécifiques en fonction de la température :
 - Méthode continue sur toute la gamme de température en un segment de chauffage par les méthodes décrites dans les normes ISO 11357-4, ASTM E1269, DIN 51007
 - Méthode par paliers selon norme ISO 11357-4
 - e. Affichage de l'incertitude sur les valeurs de C_p
7. Intra-cooler (système frigorifique à compression supplémentaire) permettant de couvrir une plage de régulation de température entre -90°C et 600°C
8. Installation de la DSC, incluant une formation
 - a. Tests de fonctionnalité et validation des signaux DSC à partir de matériaux de références
 - b. Formation des utilisateurs : Prise en main des appareils et des organes de sécurité
 - c. Préparation des échantillons
 - d. Logiciel de pilotage : paramétrage de la mesure (température, gaz de balayage etc.)
 - e. Nettoyage et maintenance premier niveau
 - f. Logiciel de traitement des données, évaluation et mise en forme des résultats obtenus
9. Le matériel devra faire l'objet d'une garantie technique de 12 mois minimum à compter de l'admission définitive du matériel qui sera constatée par un PV de réception à l'issue de la formation et signé, au plus tard 30 jours après la mise en route, par le Responsable Technique et Scientifique de l'IMT Nord Europe en charge de la réception technique.

DUREE DU MARCHE

Le matériel devra être livré dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent document.

LIEU DE LIVRAISON OU D'EXECUTION

Le matériel sera livré à :

IMT NORD EUROPE CERI EE,
764 Boulevard Lahure
59500 Douai - FRANCE

PRIX

Le marché est traité à prix fermes. L'euro est la monnaie de compte du marché. Le prix restera inchangé en cas de variation du cours de la monnaie.

CONTACT – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Renseignements ADMINISTRATIFS auprès de la Cellule Marchés Publics

- Soit sur le profil acheteur PLACE <https://www.marches-publics.gouv.fr> + N° de consultation
- Soit par mail, uniquement à l'adresse suivante : daf-marchespublics@imt-nord-europe.fr

Renseignements TECHNIQUES :

M. Jules Voguelin SIMO TALA
Email : jules-voguelin.simo.tala@imt-nord-europe.fr

Téléphone : 0327712356

IDENTIFICATION DU CANDIDAT - obligatoire

Nom du signataire :

Société :

N° de SIRET :

N° TVA INTRACOM :

Adresse postale :

Tél :

Email obligatoire :

MONTANT GLOBAL DE LA PRESTATION (joindre devis détaillé)

MONTANT TOTAL : € H.T.

TVA

MONTANT TOTAL € TTC : € T.T.C.

En cas de prestations supplémentaires éventuelles (*anciennement appelées options techniques*), indiquer uniquement le montant de base.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage et au transport jusqu'aux lieux de livraison précisés dans le cahier des charges.

Fait en un seul exemplaire
Date

CACHET + SIGNATURE DU CANDIDAT

Lu et Approuvé

ACCEPTATION DE L'OFFRE PAR L'ACHETEUR PUBLIC

Est accepté la présente offre pour un montant de :

SIGNATURE DE L'ACHETEUR

Fait à
Date

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

NOM ou DENOMINATION du candidat :

ADRESSE :

Conformément à l'Ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et au Décret 2018-1075 du 03 décembre 2018, le candidat individuel ou chaque membre du groupement déclare sur l'honneur :

a) Condamnation définitive :

Ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues au code pénal, au code général des impôts et au code de la commande publique ;
Ne pas être exclu des marchés publics à titre définitif ou pour une durée de cinq ans au plus sur le fondement de l'article 131-39 du code pénal.

b) Situation fiscale et sociale :

Avoir souscrit les déclarations m'incombant en matière fiscale ou sociale et acquitté les impôts, taxes, contributions ou cotisations exigibles à cette date, ou avoir constitué avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement.

c) Liquidation judiciaire :

Ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle ou d'une interdiction de gérer en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même code, et Ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger.

d) Redressement judiciaire :

Ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre.

e) Lutte contre le travail illégal :

Ne pas avoir été sanctionné pour méconnaissance des obligations prévues aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ; pour les contrats administratifs, ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L. 8272-4, R. 8272-10 et R. 8272-11 du code du travail.

f) Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes :

Ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation pour les infractions mentionnées à l'article L. 1146-1 du code du travail ; avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2242-5 du code du travail.

g) Discriminations :

Ne pas avoir été condamné au titre de l'article 225-1 du code pénal ;

h) Obligation d'emploi des travailleurs handicapés ou assimilés :

Pour les marchés publics et accords-cadres soumis au code des marchés publics, être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

A

le

Identité du signataire, cachet de la société et signature